



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : **G. DEHERME**



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *Sur le Rétablissement du Pouvoir spirituel.
Conclusion. V.*
- G. DE CONTENSON *Influence de la Dépopulation sur la Dimi-
nution du Sentiment patriotique.*
- PAR TOUS *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
- G. DEHERME *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : **0 fr. 25**

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Cornicille, 7

LA

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'*Union Coopérative* des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — **L'Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

*Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.
Etranger, 6 fr.*

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : **A. GALLOIS**

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

SUR LE RÉTABLISSMENT DU POUVOIR SPIRITUEL ⁽¹⁾

Conclusion.

Reprenons d'abord les réponses qui ont été publiées ici, — et pour éclairer quelques points. Ensuite, nous reviendrons aux lucides leçons d'Auguste Comte.

Selon M. Lucien Arréat, philosophe et moraliste, auteur de *la Morale dans le drame, l'épopée et le roman, Mémoire et imagination, les Croyances de demain, le Sentiment religieux en France*, etc., ce sont nos Académies qui semblent nous représenter les rudiments d'un pouvoir spirituel. Or, nous dit M. Arréat, « nos gouvernants ont-ils jamais pris conseil de l'Académie des sciences morales et politiques » ? Si les Académies ne peuvent rien, c'est qu'elles ne sont pas un pouvoir. Par contre, la presse en est un. Notre correspondant nous le demande : « Sur quels principes, d'ailleurs, sur quelle doctrine les membres des Académies se guideraient-ils ? » En effet, il faut des principes communs et, comme nous le dit bien M. Georges Persigout, instituteur et positiviste, « un minimum doctrinal assez précis pour rallier les bonnes volontés ».

(1) Voir numéros 35, 37, 38, 39, 40.

S'il était vrai, comme le soutient M. Lucien Arréat, à qui ses tendances métaphysiques font oublier parfois les enseignements d'Auguste Comte et la loi des trois états, que les dogmes théologiques fussent seul immuables et que les principes positifs dussent être constamment remis en question par la critique, il nous faudrait admettre la fatalité de l'anarchie, c'est-à-dire de la décomposition sociale. Mais, au contraire, c'est l'esprit théologique qui est modifiable, tandis que l'esprit positif est définitif. Espérons.

On l'entend bien, il ne s'agit point d'imposer à l'opinion générale les systèmes particuliers, provisoires, de tel ou tel penseur plus ou moins subtil, il s'agit de faire prévaloir la socialité sur la personnalité dans les activités, les pensées et les affections. Pour cela, le positivisme est une assise. Il nous apprend, d'abord, à ne jamais sacrifier le but aux moyens.

M. Lucien Arréat nous dit que le mal est bien plus dans la corruption des mœurs et dans le relâchement des caractères que dans le désordre des idées. Mais c'est ceci qui a produit cela. Auguste Comte y insiste et y revient souvent : « Le trouble des pensées a gravement altéré les sentiments... Pendant les cinq siècles de l'anarchie occidentale, et surtout depuis l'explosion de la grande crise qui doit la terminer, le désordre de l'esprit a de plus en plus affecté le cœur. C'est d'après celui-ci qu'il faut maintenant définir la maladie révolutionnaire, consistant dans une surexcitation continue de l'orgueil et de la vanité, par suite d'une tendance, éminemment contagieuse, vers l'infaillibilité personnelle... Ainsi la maladie occidentale exige un traitement plus affectif qu'intellectuel... Le sentiment étant moins troublé que l'intelligence,

c'est surtout de lui que dépendra le rétablissement de l'ordre occidental. »

Je ne sais plus qui a dit : « les athées vivent à l'ombre de la religion ». Rien de plus vrai, et partout. Nous continuons à vivre de ce qui reste des mœurs d'autrefois ; mais, parce qu'il n'y a plus d'âme commune, nous ne les entretenons, nous ne les recréons plus, et leur fonds, si riche qu'il ait été, s'épuise. Prenez, au hasard, journaux, revues et livres. Il n'est aucune aberration morale qui n'ait ses poètes, ses théoriciens, ses avocats, voire ses propagandistes.

Pour M. J. Costes, un de mes anciens collaborateurs à l'Université populaire, inspecteur du travail, le pouvoir spirituel « n'a sans doute jamais existé ». C'est donc qu'il en a une fausse idée. Il rectifiera son préjugé. Dans quelque groupe humain que ce soit, même dans les hordes primitives ou sauvages, il y a toujours un pouvoir spirituel : Auguste Comte en a fait l'histoire. Le mot « rétablissement » serait donc seul discutable, s'il ne fallait l'entendre d'un pouvoir distinct et organisé pour une fin d'ordre et de progrès.

M. Verleye, rédacteur au *Jaune*, n'espère pas le rétablissement prochain. Il le considère seulement possible, « par une lente éducation des hommes dans le sens du devoir et de la responsabilité ». Or l'éducation est le principal office du pouvoir spirituel constitué. Par le fait même que cet office est rempli, on peut dire que ce pouvoir se constitue. Aucune fonction ne s'accomplit sans organe. C'est ainsi que toute éducation sociale est cléricale. L'anticléricalisme est proprement de la contre-éducation.

- M. Georges Dumesnil, professeur de l'Université, catholique libéral, directeur de *l'Amitié de France*, auteur de *Pour la pédagogie, l'Âme et l'évolution de*

la littérature, Du Rôle des concepts, le Spiritualisme, etc., pour nous étonner sans doute, écrit : « Le pouvoir spirituel est aujourd'hui l'exposition universelle et permanente de l'anarchisme ; il en est même l'usine. » C'est confondre l'intellectualisme avec ce qui le doit régler.

Notre fidèle collaborateur à la Revue, M. Henri Mazel, est l'auteur de *la Synergie sociale, Quand les peuples se relèvent...*, *Ce qu'il faut lire, Pour causer de tout*, etc... « D'abord il faudrait savoir, dit-il, ce que sera ce pouvoir, qui le nommera ou comment il se recrutera, de combien de membres il se composera, où il siègera et quand il se renouvellera, et surtout comment il s'harmonisera avec les pouvoirs existants. Si ses sentences ont force de loi, c'est lui qui exercera le pouvoir même temporel ; si elles n'ont qu'une portée morale, on les méprisera. » C'est nier la question même. Il est vrai qu'il invoque ensuite le « fonds commun » que « tout le monde apporte en naissant », les « influences collectives, d'éducation domestique ou d'atmosphère sociale, mais elles aussi d'ordre privé ». Comment se constitue ce fonds, comment surgissent et s'exercent ces influences collectives, comment se forme et se purifie cette atmosphère sociale, — sinon par ce qu'il nie d'abord : le pouvoir spirituel ? C'est-à-dire une puissance vivante, qui ne se détermine point par des articles de loi, dont les agents ne se recrutent point par nomination ni par élection, mais par sélection et vocation, qui n'a jamais recours à quelque contrainte physique, — et qui n'en est que plus obéie et respectée.

Qu'est-ce que le pouvoir spirituel ? C'est ce qui dirige en dehors du pouvoir temporel. Qu'est-ce que l'anarchie ? C'est tout ce qui n'est pas réglé, coor-

donné, discipliné, appliqué à une fin sociale par l'un de ces deux pouvoirs. Lisons A. Comte à ce propos : « Le principe révolutionnaire consiste surtout dans l'absorption du pouvoir spirituel par les forces temporelles, qui ne reconnaissent d'autre autorité théorique que la raison individuelle, du moins envers les questions les plus importantes et les plus difficiles. Tous les partis actuels méritent ainsi d'être également qualifiés d'anarchiques et de rétrogrades, puisqu'ils s'accordent à demander aux lois les solutions réservées aux mœurs. Cette perturbation est devenue tellement universelle et profonde, que les meilleurs amis de la liberté n'hésitent jamais à recourir aux moyens matériels pour faire prévaloir leurs opinions quelconques... »

Encore qu'il se résigne trop aisément à être l'anarchiste de quelqu'un, pour les autres M. H. Mazel ne s'en préoccupe pas moins de chercher le remède à un mal qu'il s'amuse à contester. Nourri des légistes, il imagine donc un pouvoir judiciaire, comme M. G. Persigout, instituteur, imagine un pouvoir universitaire. Et l'un ne vaut pas mieux que l'autre. Juger et instruire sont des fonctions spéciales qui ne sauraient sans danger devenir prépondérantes.

M. H. Mazel souhaite des magistrats qui sachent résister aux pressions des politiciens, « un public éloigné de la dureté et de la sensiblerie, ne prenant pas parti pour l'apache contre le gendarme ». Hé oui ! Il vaudrait mieux que tout fût ordonné. Mais c'est là la question. Et ce n'est pas une quinzaine d'articles de lois, aussi ingénieux qu'on les puisse rêver, qui la résoudreont. Si c'était aussi facile, il y a longtemps que ce serait fait. Nos pères n'étaient pas plus bêtes que nous.

Pour les délinquants, M. Mazel réclame des peines plus dures. Et puis ? La peine n'est efficace que dans un certain ordre social, et non point en proportion de sa dureté, de son mécanisme, mais de la socialité même qui l'édicte, l'applique et la subit. S'il ne s'était agi que de frapper fort, il y a longtemps que les sociétés eussent extirpé le vice et le crime, parce que rien n'est plus aisé que de frapper fort.

Les « vieilles religions » et les « grandes morales » suffisent, nous dit-on encore. Mais comment perdurent les vieilles religions et comment se maintiennent les grandes morales ? C'est là toujours la question. Est-ce la trancher que d'affirmer que ce n'est pas la force de l'Église, mais la foi au Médiateur qui a fait le catholicisme ? On voit trop bien le contraire. « En matière de religion et de civilisation, nous dit M. Mazel, l'humble prière incohérente de l'isolé importe plus que les plus altières et irréfutables définitions des conciles. » A ce compte, il nous faut placer les misérables Thibétains, avec leurs moulins à prières, en tête de la civilisation. Au surplus, la religion qui ne s'affirme que par « l'humble prière incohérente de l'isolé » n'est pas une religion. Même pour soutenir un paradoxe, on n'est pas autorisé à changer la signification des mots. Sans communion, sans culte, sans Église, il n'est pas de religion, parce que le propre de la religion est de relier (1). C'est dans ce sens exact qu'on a pu dire que l'homme devenait de plus en plus

(1) Je sais bien qu'on nous propose, aujourd'hui, de faire dériver *religion* de *relegere*, opposé à *neglegere*, et non de *religare*. Mais ces disputes de pédants ne modifient en rien le sens social d'une grande chose comme la religion. Observer les rites, scrupuleusement, avec fidélité, sans *négligence*, c'est en fait se *relier*. Pas de religion sans culte, et pas de culte sans communauté.

religieux, et c'est pourquoi le positivisme, dont toute l'admirable systématisation rallie et relie, est la plus parfaite des religions.

M. Henri Mazel me demande comment le pouvoir spirituel empêchera les « ignobles » et les « sournois » d'être tels ? Je lui demanderai, à mon tour, quels sont les articles de loi qui fixent les bonnes et les mauvaises manières, qui imposent la politesse, l'urbanité, par exemple, dans les salons, les lieux publics, voire dans la rue ? Par quels moyens on astreint les femmes à s'infliger la torture de donner à leurs corps les formes et les lignes inattendues que la mode décrète ? Comment pousse-t-on tant de héros à sacrifier leur bien-être, leur vie, sans autre compensation que la simple approbation de la postérité, cette « autre vie des philosophes » (1), cette opinion publique dans le temps ?

Il ne s'agit point d'orthodoxie absolue ; mais de la convergence qui est indispensable pour que la société ne se détraque point ; de l'hygiène morale qui est nécessaire pour que nous pensions et agissions sainement et pour que nous soyons heureux ; de l'éducation qui est utile pour que nous nous élevions, à tout le moins pour que nous ne dégénérons point.

L'unité morale parfaite est peut-être une chimère ; mais sur la poussière intellectuelle et la cendre morale, dans le chaos social, rien ne germe plus, tout languit et meurt.

(1) Lettre de Diderot à Falconet. Dans la même lettre, on lit encore : « La postérité ne commence proprement qu'au moment où nous cessons d'être ; mais elle nous parle longtemps auparavant. Heureux celui qui en a conservé la parole au fond de son cœur ! » — « Les peines et les plaisirs réels ou physiques ne sont presque rien. Les peines et les plaisirs d'opinion sont sans nombre. »

M. X. est royaliste. Il nous annonce que la presse, au service de la finance internationale, fabrique aux Français une opinion anti-française. D'après lui, cela est inhérent au gouvernement républicain. Pourquoi? Il n'en serait pas de même, ajoute-t-il, d'un roi. Pourquoi? C'est oublier que la ploutocratie est apparue sous la monarchie qui ne lui a point été hostile; c'est oublier l'histoire. Notre correspondant anonyme se dit positiviste. Qu'il se reporte donc à ce qu'écrivait Auguste Comte, en 1826, c'est-à-dire sous le régime qu'il préconise: « Je dois indiquer enfin, comme dernière conséquence générale de la dissolution du pouvoir spirituel, l'établissement de cette sorte d'aristocratie moderne qui n'a point d'analogie exacte dans l'histoire, et qu'on peut désigner, à défaut d'une expression plus juste, sous le nom de ministérialisme ou de despotisme administratif. Son caractère organique propre est la centralisation du pouvoir poussée de plus en plus au delà de toutes les bornes raisonnables, et son moyen général d'action est la corruption systématisée. » Et encore, plus tard, en nous expliquant pourquoi, en pleine désorganisation spirituelle, l'ordre politique est nécessairement rétrograde tandis que le progrès est inévitablement anarchique: « Ceux qui croient conduire ne peuvent obtenir ou conserver l'autorité que d'après une hypocrisie dégradante, où les inférieurs imposent leur état aux supérieurs. Voilà comment, depuis que le besoin de construire est devenu prépondérant, le scepticisme, qui ne convenait qu'au siècle de la démolition, constitue le principal obstacle à la véritable émancipation. Non moins contraire à la sécurité qu'à la dignité, la situation contradictoire des hommes d'Etat les empêche autant de retenir que de pousser. En temps

ordinaire, ils emploient les croyances rétrogrades et les dogmes anarchiques à se neutraliser mutuellement, sans pouvoir, nulle part, trouver des principes de prévision ni de conduite. Ils ne peuvent éviter les déviations qu'en demeurant passifs, quoique la situation les force souvent d'agir. Toujours incapables de guider ou d'arrêter le public, ils se bornent à le seconder, soit quand les vices de la rétrogradation suscitent des secousses anarchiques, soit lorsque les désastres résultés de celle-ci disposent à rétrograder davantage. »

On ne va pas contre l'opinion publique, on ne va même pas sans elle. Les élections qu'on truque ne la suppléent point. Avec un roi, elle peut n'être pas égarée, dispersée et avilie comme elle l'est, systématiquement, dans l'anarchie parlementaire, elle n'en sera pas moins fluctuante et dangereuse si elle n'est éclairée et guidée. C'est donc là que doit porter le premier et le plus énergique effort de reconstitution sociale.

Ce qui rend le parlementarisme si pernicieux et ce qui le maintient malgré tout, c'est qu'il fait de ses adversaires les plus déterminés des collaborateurs en leur inspirant une activité qui accroît la confusion. Si toutes les forces vives qui se perdent dans une vaine agitation s'employaient à une action positive, elles pourraient beaucoup. Elles pourraient tout. Au lieu de gaspiller encore quelques millions aux prochaines élections pour aggraver la fièvre politicienne qui nous mine, pourquoi ceux qui se croient de bons citoyens ne font-ils point un journal d'informations, indépendant, à gros tirage, qui renseignerait exactement les Français, enseignerait le peuple, contrôlerait les dirigeants ? Au lieu de s'acharner à recruter quel-

ques partisans incertains de je ne sais quel « coup » miraculeux, pourquoi ne pas bâtir un Palais du peuple, qui faciliterait l'organisation des grandes forces prolétariennes, en les éclairant, en les disciplinant ? Le parti qui ferait cela, d'abord, manifesterait qu'il veut véritablement ce que tous disent vouloir, et qu'il peut. Mais aucun ne le fera, et pour cause.

M. H.-L. Follin, auteur de *Malentendus sociaux et politiques, l'Économie de la vie sociale, Questions du travail, la Religion d'un père*, etc., ancien directeur de *l'Individualiste*, est un économiste de l'ancienne école optimiste que représentent encore, avec lui, MM. de Molinari et Yves Guyot. Il croit à l'harmonie spontanée, d'une foi qui résiste à toutes les expériences, à tous les faits. Il croit, parce que c'est logique. Il croit, parce que c'est absurde.

Il nous assure que le pouvoir spirituel peut s'exercer sans pouvoir, et qu'il s'en exercera d'autant mieux. Sans doute, il espère qu'un jour le travail s'exécutera sans travailleur.

Que chacun se fasse son propre langage, et parle : tout le monde s'entendra par mimique. C'est à peu près ce qu'il affirme en disant que l'individualisme contient « le catholicisme, le positivisme et toutes les autres doctrines ».

M. Eugène Fournière, directeur de *la Revue socialiste*, auteur de *l'Idéalisme social, Essai sur l'individualisme, l'Ame de demain, l'Individu, l'Association et l'État, la Crise socialiste*, etc., est de l'autre bord, mais du même temps.

En nous apprenant qu'il a « failli subir les sanctions de ce pouvoir pour n'avoir pas salué une procession », il nous découvre qu'il conçoit le pouvoir spirituel comme quelque chose d'analogue

à ce qu'est, présentement, la franc-maçonnerie.

« Théoriquement, ajoute-t-il, l'unanimité est faite sur les données essentielles de toute vie sociale et même individuelle, les insanes et déments exceptés. » Il est facile de traiter d'insanes et de déments ceux qui ne sont pas de notre avis : il l'est moins de leur démontrer qu'ils le sont. J'ai dit plus haut ce qu'il faut penser de cette « unanimité ». Lui-même, nonobstant les louables considérations éthiques qu'il s'efforce d'introduire dans le socialisme grossièrement matérialiste d'aujourd'hui, il ne laisse point que de s'écarter parfois de ces « données essentielles ». Et ce n'est pas seulement un positiviste qui le constate, mais encore un socialiste, M. Georges Sorel. Car il semble à ce révolutionnaire, comme il eût semblé à Proudhon, que c'est négliger les « données essentielles de toute vie sociale et même individuelle », sur lesquelles il importe que l'unanimité se fasse, que de prêcher le féminisme, l'amour libre et le néo-malthusianisme.

Quoique le pouvoir spirituel ne doive disposer d'aucune « force contraignante », M. Fournière m'accordera bien que les ivrognes, les voleurs et les meurtriers seraient moins nombreux s'il y avait une intensive culture des sentiments privés et sociaux au lieu de l'abominable contre-éducation franc-maçonnique ; s'il y avait aussi, au lieu du ramas électoral, une opinion publique organisée, sans trouble et sans fausse sensiblerie.

Quant à « l'action désintéressée », qui « est à la fois un enseignement et un exemple », elle a sa valeur, certes. Le désintéressement est une des conditions de l'autorité spirituelle, et Comte ne l'a pas omise. Mais ce n'est pas la seule. Il y a des fous et des cri-

minels désintéressés. Ils n'en sont pas moins fous, et ils n'en sont, parfois, que plus criminels.

Avec les catholiques, on reprend pied sur un fond de réalités. M. Jean Lerolle, avocat, rédacteur au *Peuple français*, nous proteste que l'Église catholique est l'organisation que nous cherchons.

Elle n'en est que pour une partie. C'est pourquoi l'anarchie a pu s'étendre dans l'autre partie, et même gagner l'Église.

Les catholiques devraient reconnaître enfin que leur discipline théologique ne peut rien sur l'esprit positif. Or la dispersion de celui-ci met en péril la société tout entière, et donc l'Église elle-même. M. Jean Lerolle affirme que « ni les philosophes en persuadant, ni les femmes en aimant ne nous sauveront du désarroi mental et moral. Il est à craindre même qu'ils l'augmentent. » M. Jean Lerolle l'entend mal, sans doute. Les forces de persuasion et d'amour sont les plus grandes qui soient, et celles-là mêmes qui firent la gloire de l'Église au moyen-âge. Son déclin date de l'époque où elle a voulu en employer d'autres.

Ou catholicisme ou anarchie ? Non pas. Ce serait condamner au désordre tout ce qui reste en dehors de l'esprit théologique.

Une direction sociale quelconque ne saurait différer que par sa manière d'accentuer l'intensité et la vitesse des phénomènes sociaux qu'elle ordonne. De quelque dogme elle s'inspire, elle reste donc toujours dans la même ligne d'ordre et de progrès. Peut-être l'Église a-t-elle une tendance à sacrifier la vitesse à l'intensité, peut-être le positivisme incline-t-il à sacrifier l'intensité à la vitesse, il n'importe. L'essentiel est qu'il y ait une direction sociale.

Les catholiques peuvent donc concourir avec les

positivistes. Je l'ai déjà dit : ceux-ci ne veulent rien sur ceux-là, et ceux-là ne peuvent rien sur ceux-ci. Les positivistes qui ne trahissent point leur Maître savent que ce serait un crime social que de chercher à affaiblir l'Église. « Ceux qui sortent du catholicisme sans se dégager de tout théologisme, dit Comte, deviennent extraordinairement indisciplinables, comme ceux dont l'affranchissement n'aboutit qu'à douter ou nier. Il faut aujourd'hui souhaiter, pour le bien public et le bonheur privé, que les âmes catholiques restent catholiques jusqu'à ce qu'elles deviennent positivistes, en évitant tout scepticisme. »

Un peu malgré elle, l'Église s'est dégagée enfin de toute confusion avec le pouvoir temporel. Elle peut donc reconquérir toute sa puissance spirituelle. Ainsi, l'odieuse persécution politicienne et matérialiste aura servi sa gloire. Ce qu'elle va faire en ce sens mesurera les forces de vivre dont elle dispose encore, et qui sont probablement plus considérables qu'on ne le croit généralement et qu'elle ne le soupçonne elle-même.

Elle aurait tort, néanmoins, de persister à dédaigner l'alliance que depuis un demi-siècle le positivisme lui offre. Cette alliance lui est plus nécessaire qu'à lui. Elle a à se défendre, lui n'a qu'à attendre. D'excellents catholiques commencent à le sentir, d'ailleurs. Dans un article intitulé « le pouvoir spirituel », paru dans *l'Univers*, M. Eugène Tavernier écrit : « Le monde positiviste contient un grand nombre d'esprits cultivés. Si cette force se dépense en suivant la direction indiquée par M. Deherme, il doit en résulter un progrès considérable au profit de l'ordre et de la liberté, de la moralité et du bon sens. » Dans *l'Amitié de France*, M. Georges Dumesnil dit aussi nettement :

« La philosophie positive a enseigné M. Deherme à considérer le catholicisme comme la meilleure force sociale, et si le positivisme vise pratiquement bon nombre de buts qui sont les nôtres, chacun de nous se croyant plus durable que l'autre, dans le temps de désorganisation où nous vivons, nous pouvons bien nous dire réciproquement : utilisons-nous. »

M. Ato, rédacteur à *l'Avenir* (ancienne *Croix du Var*), nous rappelle que toute autorité vient de Dieu, c'est-à-dire, pour le positiviste, de l'Humanité. Sous deux termes différents, c'est le même principe qui subordonne la partie à l'ensemble, ce qui passe à ce qui dure. Sans ce principe essentiel aucun appétit personnel n'est contenu, aucun caprice divergent n'est bridé, aucune tyrannie ne se limite. Avec un grand bon sens, M. Ato l'indique : « Nos parlementaires peuvent tout, parce qu'ils soutiennent que Dieu n'existe pas. » Peut-être aussi soutiennent-ils que Dieu n'existe pas pour pouvoir tout. Et le parlementarisme les y pousse d'autant mieux qu'il représente le principe contraire : le sacrifice de l'intérêt général aux intérêts particuliers, la haine du passé qu'on ne veut pas continuer comme de l'avenir qu'on ne peut préparer pour s'absorber dans l'ignoble jouissance du moment.

Pourtant, M. Ato avance que le pouvoir spirituel peut régler un parlement aussi bien qu'une dictature. Eh bien, non ! Il faut un ordre et un principe qui ne portent pas nécessairement au désordre. Une opinion publique peut s'instruire, s'organiser. Elle est un ensemble de sentiments sociaux. Un parlement ne connaît que la cohue électorale, et celle-ci, qui ne se forme jamais qu'un jour, pour une fin personnelle, elle ne se meut que pour des promesses ou des profits immédiats.

Positiviste, M. E. Delivet est auteur des *Employés et leur corporation*. Il a la bonne méthode, et il peut aller. « Le prolétariat ne demande qu'à être conduit et conseillé, dit-il. Il en a toujours le plus grand besoin, et il est mené. C'est une nécessité fatale de sa situation. » Rien de plus juste. S'il n'a pas le « prêtre », le prolétariat aura le « meneur ». Se refuser à reconstituer le pouvoir spirituel, c'est continuer à livrer le populaire aux politiciens et aux démagogues, à tous les éléments de corruption morale et de dissolution sociale :

Notre collaborateur, M. Lucien Momenheim, déclare notre question « insoluble ». « Le pouvoir spirituel ne peut avoir de pleine efficacité, dit-il, que s'il est unanimement accepté. Cela suppose l'unité d'opinions et de sentiments que le positivisme s'efforce de réaliser. » C'est accepter délibérément de ne pas guérir. Même au moyen âge, le catholicisme n'a pu réaliser cette « unité » complète. Ce serait beaucoup si, avec lui, le positivisme parvenait à en réaliser ce qu'il faut à la France pour vivre. Et, pour cela, il faut agir.

Ce n'est pas en remâchant les mots de la doctrine dans un petit cénacle qu'on fera la moindre convergence d'opinions et de sentiments ; mais en appliquant cette doctrine et en la vivant au grand jour. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'on le comprend vraiment. L'exégèse du positivisme, c'est l'action.

M. Edmond Thiaudière, auteur des *Notes d'un pessimiste*, ces délicieux recueils de pensées que les âmes délicates apprécient tant, malgré une propension naturelle à la métaphysique et au mysticisme, est plus près, ce semble, d'Auguste Comte. Il souhaite une dictature politique qui mettrait fin au

gâchis parlementaire et une reconstitution suffisante du pouvoir spirituel. Comme le fondateur du positivisme, il propose la ligue défensive et régénératrice de tous ceux qui ont une religion contre les dangereux barbares qui n'en ont pas.

..

Revenons maintenant à Auguste Comte. Il doit nous accorder.

Toute fonction suppose un organe. Il n'y a pas de société sans gouvernement temporel et spirituel. Seulement, ces deux pouvoirs peuvent être réunis, ce qui entraîne le pire despotisme ; ou confondus, ce qui provoque le gâchis tyrannique que nous avons présentement et qui va s'aggravant. Un de nos lecteurs m'écrivait qu'ils s'étonnent qu'aucun de nos correspondants n'ait cité « comme pouvoir spirituel visible, actif, puissant, solide », mais néfaste : la franc-maçonnerie. Notre lecteur s'embrouille. Le grand principe catholique, que le positivisme, loin de rejeter, complète et développe, c'est la séparation des deux pouvoirs. La franc-maçonnerie, sans doctrine d'ailleurs, méconnaît cette admirable division du travail social que nous devons surtout au catholicisme. Un autre exemple plus précis nous est fourni par le *Sillon* et par son honorable directeur et fondateur, M. Marc Sangnier. Ce dernier veut régénérer intellectuellement et moralement la démocratie et en même temps lui commander, être député. Il lui faut choisir. Sinon, il ne fera que participer au désordre. Au reste, des candidats, il n'y en a que trop, tandis que les moniteurs de la démocratie sont rares. Encore une fois, des succès de parti ne sont pas des résultats sociaux.

Avec le catholicisme, contre la franc-maçonnerie, contre tous les partis, il y a donc à « rétablir » vraiment, et au plus tôt, la séparation des deux pouvoirs : « l'un qui commande les actes, l'autre qui modifie les volontés » ; « l'un moral, qui conseille, l'autre politique, qui commande ». « La prépondérance nécessaire de celui-ci, toujours fondée sur la force matérielle, dit A. Comte, représente l'ascendant spontané de la personnalité dans notre imparfaite nature, où les plus grossiers besoins se trouvent les plus urgents et les plus continus. Sans cette irrésistible fatalité, notre vie individuelle manquerait elle-même de consistance et de direction ; mais surtout notre existence collective ne comporterait ni caractère, ni activité. C'est pourquoi le pouvoir moral, qui repose sur la conviction et la persuasion, doit rester purement modérateur, sans devenir jamais directeur. »

On sait comment les fonctions se répartissent dans le catholicisme. Le positivisme perfectionne sans changer ce que la nature sociale a spontanément fait surgir et l'empirisme entretenu : « Le pouvoir matériel est concentré chez les grands ou les riches ; le pouvoir intellectuel appartient aux sages et aux prêtres ; et le pouvoir moral réside parmi les femmes ; ils reposent respectivement sur la force, la raison et l'affection. » Les deux derniers se combinent pour former le pouvoir spirituel : le philosophe règle la vie publique ; la femme, la vie privée.

Les deux pouvoirs se caractérisent réciproquement par la dénomination de l'autre. En nommant l'un spirituel, on précise que l'autre est matériel ; en qualifiant celui-ci de temporel, on indique que l'autre est éternel.

Le pouvoir temporel ne s'exerce donc que sur ce

qui est présentement. « Sans aucune autorité envers le passé qu'il connaît trop peu, ni sur l'avenir qu'il ne saurait comprendre », il ne s'inspire que du présent. Il n'a qu'à maintenir la solidarité. Toutefois, cet empirisme exige une direction morale; « car toutes les mesures pratiques qui concernent le présent doivent être conçues d'après le passé et pour l'avenir : autrement elles manqueraient à la fois de base et de but ». Cette direction morale, au contraire, s'inspirera donc de ce qui dure et maintiendra la continuité.

« Le pouvoir religieux, dit Comte, principal organe de la continuité humaine, représente seul les deux durées indéfinies entre lesquelles flotte le domaine éphémère du pouvoir politique proprement dit. C'est en parlant exclusivement au nom du passé, qu'il contemple sans cesse, et de l'avenir, qu'il médite toujours, que le vrai sacerdoce devient l'unique consécrateur efficace de toutes les dignes autorités empiriques civiles, ou domestiques. Ainsi, le contraste hétérogène des noms usités rappelle à la fois la nature propre et le domaine respectif de chacun des pouvoirs spirituel et temporel. »

Il convient de remarquer qu'à l'hostilité inconsidérée des jacobins et des intellectuels pour la séparation des pouvoirs, le bon sens populaire oppose sagement la distinction de la théorie et de la pratique. « Chaque profession dignement exercée devenant moralement un véritable office civique, le théoricien et le praticien constituent donc, dans les moindres arts, les vrais équivalents des deux pouvoirs spirituel et temporel... Ainsi, les qualifications de théorique et de pratique sont les plus propres à caractériser la vraie nature du grand dualisme social, et son exten-

sion nécessaire à toutes les parties de l'organisme collectif. »

Auguste Comte marque encore d'autres oppositions qui exigent la séparation des deux pouvoirs. L'un est général et l'autre spécial. « La vraie théorie est toujours générale, comme la saine pratique reste constamment spéciale, puisque chacun doit tout concevoir essentiellement, sans que personne aspire à tout exécuter. La spécialité actuelle des prétendus théoriciens constitue une véritable monstruosité intellectuelle et sociale, que l'anarchie moderne peut seule expliquer et qui devient aujourd'hui le principal obstacle à la reconstitution de l'ordre occidental. D'après l'intime dépendance, à la fois objective et subjective, qui lie tous les éléments physiques, intellectuels et moraux de l'économie naturelle, son étude scientifique et logique ne saurait être scindée sans une profonde irrationalité. Aucune partie de cet ordre universel ne devient vraiment appréciable sans la conception des autres. La vie réelle a toujours besoin de leur ensemble, qui peut seule conduire à de véritables conseils ; tandis que les savants spéciaux ne peuvent aujourd'hui fournir aux praticiens que de simples renseignements dont ceux-ci doivent même se défier ordinairement. Sans la généralité des vues, qu'on ne saurait obtenir autrement, l'abstraction théorique deviendrait habituellement une pure infirmité mentale, aussi stérile pour le bien public que nuisible au bonheur privé. C'est à une telle étude systématique de l'ordre universel que les praticiens doivent ensuite rattacher leurs entreprises spéciales pour l'amélioration correspondante de cette économie universelle. Alors la théorie et la pratique se trouvent intimement combinées, d'après une suffisante har-

monie entre l'esprit d'ensemble et l'esprit de détail, également indispensables à notre vraie sagesse pour remplir dignement son office actif. »

L'un est universel et l'autre local; celui-ci considère la patrie sous l'aspect politique, celui-là l'humanité sous l'aspect moral.

Le pouvoir spirituel doit donc rester étranger à toute puissance matérielle, soit économique, soit politique. La richesse et le commandement sont aussi contraires à l'influence morale de la femme dans la vie privée qu'à l'influence intellectuelle du philosophe dans la vie publique. « Tout commandement lui devient doublement funeste, soit en préoccupant son esprit de détails qui gênent la vue de l'ensemble, soit en corrompant son cœur par l'habitude d'employer la force au lieu de la raison et de l'amour. » Et A. Comte, ailleurs, dit encore : « Pour se borner à conseiller, il faut ne pouvoir jamais commander, même par la richesse : autrement notre misérable nature reste disposée à substituer souvent la force aux démonstrations. » L'amour et la persuasion sont les seuls moyens du pouvoir spirituel, — et ce sont les plus efficaces. Contrairement à M. Jean Lerolle, qui biffe ainsi les plus belles pages de l'histoire de l'Église, s'effraye-t-on qu'ils puissent trop, je répondrai que, s'appuyant sur l'opinion publique, et surtout sur l'énergie prolétarienne, ils ne peuvent que le bien.

Ainsi donc, le pouvoir spirituel doit être spirituel sans cesser d'être un pouvoir. C'est ce que peu de nos correspondants ont vu.

Il y a, là-contre, un gros préjugé. On redoute le cléricalisme. Quand il reste dans sa fonction, le cléricalisme est la garantie de toute liberté. En effet, et Auguste Comte l'a bien montré, « une loi très connue

de la nature, en politique, établit formellement que le seul moyen de n'être pas gouverné, c'est de se gouverner soi-même. Elle est applicable aux masses comme aux individus, aux choses comme aux personnes. Elle signifie, dans son acception la plus étendue, que moins le gouvernement moral a d'énergie dans une société, plus il est indispensable que le gouvernement matériel acquière d'intensité pour empêcher l'entière décomposition du corps social. » Si donc, actuellement, la force ne joue pas un plus grand rôle dans notre gouvernement, c'est qu'elle répugne de plus en plus à notre civilisation industrielle, et c'est aussi que l'énergie manque. Mais elle est remplacée par le truc, la ruse et surtout la corruption, — qui valent moins, qui sont plus nocifs. Et nous n'en sommes pas plus libres !

Mais, objectera-t-on, tout cléricalisme suppose des dogmes : Que devient la liberté de penser ?

Elle reste entière, puisque les dogmes ne sont que proposés. L'opinion organisée seule doit suffire à contenir la divagation. L'ordre n'en exige pas plus.

Mais, enfin, dira-t-on encore, le positivisme a ses dogmes. Oui, — parce que la pensée a ses lois, et l'affection ses règles. Le principe fondamental du dogme positif, on le connaît : c'est « l'assujettissement de tous les phénomènes quelconques à des relations invariables. » De l'admettre et de s'y conformer, je prie qu'on me dise en quoi la liberté de penser est restreinte ? Elle en est grandie, au contraire, puisqu'elle est fortifiée ainsi. De même, ce qu'on nomme « l'amour libre » n'est ni de l'amour humain ni de la liberté. Il convient mieux à des sauvages, asservis à toutes les nécessités immédiates, aux étroites possibilités d'errer peureusement à travers la brousse et la

jungle : une belle route, sûre, aplanie, droite, est une conquête de la civilisation, une liberté certaine, celle de circuler en sécurité et d'atteindre l'étape. Elle a pourtant sa police et elle nous trace une ligne de marche.

Déraisonner n'est pas librement penser, puisque ce n'est pas penser, — non plus que voler ou tuer sont de la liberté sociale, puisque c'est contre toute socialité. « Le dogmatisme, nous dit Comte, est l'état normal de l'intelligence humaine, celui vers lequel elle tend, par sa nature, continuellement et dans tous les genres, même quand elle semble s'en écarter le plus. Car le scepticisme n'est qu'un état de crise... Les peuples modernes ont obéi à cette impérieuse loi de notre nature, jusque dans leur période révolutionnaire, puisque toutes les fois qu'il a fallu réellement agir, même seulement pour détruire, ils ont été conduits inévitablement à donner une forme dogmatique à des idées purement critiques par leur essence. Ni l'homme, ni l'espèce humaine ne sont destinés à consumer leur vie dans une activité stérilement raisonneuse, en dissertant continuellement sur la conduite qu'ils doivent tenir. » D'autre part, il dit encore : « Soit sous le rapport intellectuel, soit sous le rapport moral, il est constaté que, dans toute société régulière, les notions de *bien* et de *mal* destinées à diriger la conduite de chacun dans les diverses relations sociales (et même dans la vie purement individuelle, en tant qu'elle peut influencer sur ces relations), doivent se réduire à ce qui est *prescrit* ou *prohibé* par des préceptes positifs, établis et maintenus par une autorité spirituelle convenablement organisée, et dont l'ensemble constitue la doctrine sociale directrice ».

La foi reste la première des vertus sociales.

Résumons. D'après Comte, le pouvoir spirituel a pour destination propre l'organisation et la direction de l'opinion publique. Il élabore, il rappelle, il maintient les principes de socialité. Il règle, il conseille, il consacre. Il a la direction suprême de l'éducation, soit spéciale, soit morale. Le nombre des théoriciens ne doit pas dépasser le dix-millième du chiffre de la population totale, et cette fonction ne souffre point la médiocrité morale et intellectuelle.

Si l'on veut bien se rendre compte de la situation critique dans laquelle se trouve la civilisation occidentale, et notamment la société française, à tous égards, si l'on y réfléchit librement, peut-être admettra-t-on enfin, avec A. Comte, que « la formation du sacerdoce positif devient la première condition d'une régénération mentale et morale, non moins indispensable à l'ordre qu'au progrès ».

*
* *

Comme tous les fondateurs de religion, Auguste Comte a trop négligé l'inertie et les résistances qui s'opposent au développement naturel de la société. Il supposait que, dès le vingtième siècle, l'Humanité tout entière serait ralliée au positivisme comme à la religion la plus compréhensive. Il se trompait, et peut-être volontairement. Pour mieux voir et nous montrer, il rapprochait.

Il y faudra des siècles et des siècles...

Mais ce recul infini ne nous dispense point des devoirs présents. Le plus urgent, c'est de commencer en France une organisation de l'opinion publique et une éducation sociale suffisantes pour réagir contre la politiquerie et toutes les anarchies. Car il faut que

la France vive pour que l'Humanité s'élève. Fille aînée de l'Église, elle est la mère prodigieuse du positivisme.

Ce que Comte appelait la « maladie occidentale », provoquée par une « critique effrénée », « l'insurrection générale des vivants contre les morts » et la « destruction révolutionnaire », se caractérise surtout par les vaines prétentions de tous à l'autorité, aux titres, à la richesse. Nul n'est plus satisfait de ce qu'il est, nul n'est plus heureux où il est. Au lieu de fonctions à remplir, on ne conçoit plus que des droits à sauvegarder ou à conquérir. Tous les rapports en sont faussés, tout est subverti. « La soumission est la base du perfectionnement. » C'est donc, d'abord, l'humilité et la vénération que nous avons à réapprendre. Elles n'importent pas moins à la santé du cœur qu'à l'équilibre cérébral.

Ce serait déjà quelque chose — une véritable puissance spirituelle — qu'un groupe d'hommes renonçant délibérément à toute candidature, à toute distinction, à tout lucre, pour se consacrer à l'éducation populaire et à l'organisation sociale. Leur tâche est bien définie. Ils n'ont qu'à s'inspirer du Maître, et par le cœur surtout. Deux entreprises possibles aussitôt solliciteront plus particulièrement leur dévouement social : la fondation d'un Palais du peuple et celle d'un grand journal quotidien. Ceci pour avertir l'opinion publique des mensonges par lesquels on la divise, on l'égare, on l'exploite. Cela pour arracher le prolétariat aux suggestions abrutissantes et dangereuses des démagogues. Ceci pour rallier une opinion française libérée, assainie, instruite, la diriger, la mettre en action, et d'abord contre le parlementarisme dissolvant et pour la reconstitution sociale.

Cela pour relier et discipliner toutes les énergies sociales du peuple, afin de reconstruire solidement toutes nos assises : familles, salons, communes, universités populaires, corporations, coopérations, mutualités, etc...

Voilà comment se rétablira prochainement le pouvoir spirituel, et pourquoi. C'est dans la nuit d'agonie où se débat l'âme française effarée, une toute petite lueur vers quoi les bonnes volontés se peuvent diriger.

G. DEHERME.

Influence de la dépopulation sur la diminution du sentiment patriotique ⁽¹⁾.

• L'abandon du gouvernement entre les mains des politiciens rappelle la mise en pratique du formulaire de Machiavel resté sur bien des points, après tant de révolutions, comme la règle du jeu de ce monde. Le Prince, c'est l'homme qui doit venir, mais c'est aussi celui qui veut arriver. Il y a peu à transporter pour faire de ce bréviaire du tyran un manuel de démagogue. Du chef de bande d'alors au chef de parti d'aujourd'hui, la distance en vérité n'est pas longue.

Sauf les variations du milieu, sauf le changement des circonstances, sauf les accommodements et les mises au point que ce changement exige, les causes que Machiavel a notées comme produisant

(1) Extrait des bonnes feuilles d'un livre qui va paraître sous le titre *l'Avenir du Patriotisme* (Librairie des Saints-Pères, 83, rue des Saints-Pères).

tels ou tels effets, continuent et continueront de conduire au même but; ou si les moyens ne sont pas tout à fait les mêmes, ils seront semblables et équivalents. Il y en a de bons, il y en a de moraux, il y en a d'immoraux, mais le machiavélisme l'ignore ou l'oublie; pour lui ils ne sont ni bons ni mauvais, ni moraux ni immoraux; ils réussissent où ils ne réussissent pas; s'ils ne réussissent pas, ils sont mauvais, et ils ne sont plus immoraux, ou peu importe qu'ils le soient s'ils réussissent.

Peu importe au politique, et il ne s'agit ici que du politique et de la politique: Machiavel marque imperturbablement la séparation entre la politique et la morale. Il sous-entend partout: la morale fait un et la politique fait deux.

Eh bien, rien n'est changé aujourd'hui. Dans telle circonstance, il déclare d'une voix tranquille: « Cela veut du sang, cela veut du fer »; comme nos modernes politiciens, s'accommodant au temps, disent avec calme et sang-froid: il faut expulser, il faut mettre hors la loi, il faut saisir et vendre leurs maisons.

Les mœurs du quinzième siècle en Italie, dont M. Ch. Benoist nous fait le tableau d'après le célèbre Florentin, y ont détruit le patriotisme. Du quinzième siècle jusqu'au milieu du dix-neuvième le pays subit la domination étrangère. Le sentiment national ne se forma que peu à peu, dans la paix intérieure imposée par des maîtres venus du dehors, autrichiens, espagnols et même français.

Les mêmes mœurs amèneront certainement chez nous aussi une éclipse du patriotisme. Durera-t-elle trois cents ans?

Celui qui a dit: le *partiotisme* tue le patriotisme, n'a

pas fait seulement un jeu de mots, il a exprimé une très grande vérité.

Nous avons la conscience de la déchéance résultant pour nous de la diminution relative de notre population. Le nombre sans cesse croissant de nos rivaux, quand le nôtre reste stationnaire, décourage toute ambition. Nous sentons que nous ne pouvons faire autrement que d'être submergés par le flot montant des Allemands, des Anglo-Saxons, des Belges, des Italiens, que nous voyons déborder de leurs pays trop pleins et envahir pacifiquement la France. Ils sont trop ! comme disait le vieux de la vieille.

M. Doumer écrit, dans *Le livre à mes fils*, en parlant de la dépopulation :

« Si cela continue, il ne faudra pas seulement renoncer à l'ambition d'être une grande race qui contribuera à l'éducation, à la civilisation, au peuplement du monde, il faudra renoncer à se défendre, renoncer à vivre.

« Les Français des siècles passés auront été grands, ils laisseront dans l'histoire une trace lumineuse; mais leurs fils dégénérés, qui n'auront pas su perpétuer leur race, conserver indépendante leur belle patrie, seront l'objet d'un juste mépris parmi les hommes. »

Puis il nous donne le tableau suivant de la population de l'Europe :

	1800	1905
Russie	15 millions	100 millions
États-Unis.	5 —	80 —
Allemagne.	17 —	59 —
Autriche-Hongrie	9 —	47 —
Grande-Bretagne	10 —	42 —
France	27 —	39 —

Les cinq pays étrangers dont il parle sont donc pas-

sés de 56 millions d'habitants à 328, 50, pendant que la France, autrefois au premier rang, tombe au dernier, passant de 27 millions à 39 seulement.

Peut-on mieux prouver que les événements de la fin du dix-huitième siècle ont stérilisé la race française ?

Parvenue avant les autres à l'âge nubile, éprise de nouveauté, le cœur débordant d'une généreuse ardeur, maîtresse adorable, digne du subtil amant qui la courtisait, elle déchira sa robe et se livra aux philosophes. Ils la fécondèrent, et elle enfanta la Révolution.

Mais sa constitution délicate ne résista pas au travail de la nature; elle meurt des suites de cet accouchement terrible pour lequel les fers furent nécessaires.

Elle est comme l'agave: lui aussi croît pendant quarante ans, puis se dessèche après avoir poussé la fleur et la tige superbe chargée des grains d'où vont germer, dans la haie voisine, les plantes nouvelles.

De même que les mères chérissent davantage l'enfant dont la naissance les a le plus meurtries, la France a plus d'amour pour la Révolution, cette fille de ses entrailles qui a tari chez elle les sources de la vie, que pour tout, idées ou personnes, ayant contribué dans le passé de sa longue et brillante histoire, à la former, à lui donner l'éclat, la force, la beauté, la grandeur, qui l'élevaient alors au-dessus des autres peuples.

Aussi M. Doumer a-t-il beau clamer que le danger est pressant, que nous avons déjà glissé sur la pente qui mène à la décadence et à la mort, qu'il faut à tout prix nous arrêter et, d'un effort énergique, remonter vers le sommet; nous ne ferons pas ce qu'il faudrait pour cela, nous ne le voulons pas.

Un membre de l'Institut, doyen de la Faculté de droit de Paris, M. Lyon-Caen, en traitant la question de la dépopulation de la France et des remèdes à y apporter, nous montre bien le choix que fera le pays.

M. Athalin, conseiller à la Cour de cassation, avait conclu, dans un rapport sur la matière, à l'influence pernicieuse qu'exerce sur la natalité notre loi successorale. M. Lyon-Caen lui répondit, dans la *Revue hebdomadaire* du 29 mai 1909 :

« Personne ne saurait sérieusement songer à abandonner la règle de l'égalité entre les enfants et descendants appelés à la succession de leurs parents. Il y a là une des conquêtes les plus précieuses de la Révolution. Son abandon irait contre le sentiment unanime du pays. Il semblerait fait pour favoriser les idées aristocratiques qui, à son grand honneur, lui répugnent. »

Plaignons par parenthèse ces pauvres Américains qui n'ont pas encore su faire cette conquête, ou plutôt honte à eux et honneur à nous !

Ce n'est certes pas que je veuille désapprouver la manière de voir de cet homme éminent, essentiellement conforme du reste, comme il le dit, au sentiment public. Mais j'en conclus qu'il ne faut pas céder aux nécessités patriotiques du relèvement de la natalité la passion nivellatrice qui a fait adopter l'égalité de partage de la fortune des parents entre les enfants.

G. DE CONTENSON.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LES MÉDECINS

De la Revue scientifique :

En 1876, il y avait en France 10.743 docteurs en médecine, et 6.633 officiers de santé, soit 17.376 médecins, et 6.232 pharmaciens.

En 1901, on comptait 15.907 docteurs en médecine et 1.201 officiers de santé, en tout 16.108 médecins, et 13.249 pharmaciens.

La dernière statistique quinquennale, pour 1906, a relevé 18.211 docteurs, et 928 officiers de santé ensemble 19.139, ainsi que 11.105 pharmaciens.

Le diplôme d'officier de santé a été supprimé en 1892.

De 1898 à 1907, les Facultés de médecine ont conféré, chaque année, le diplôme de docteur à environ 1.100 étudiants français ou étrangers. Ce chiffre est descendu à 963 en 1908.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

Les Bases du pacifisme. Le pacifisme réformiste et le pacifisme « révolutionnaire », par ALFRED H. FRIED, traduit de l'allemand par Jean Largorgette, 2 fr. 50 (Pedone, éd., 13, rue Soufflot). — Ce « pacifique » ne se fait aucune illusion sur les vertus de l'arbitrage et du désarmement. Tant que les causes profondes de la guerre subsisteront, il ne voit point possible, ni même désirable, une action pacifique quelconque. Il n'attend donc rien que des progrès de la civilisation morale et de l'organisation internationale. Le

pacifisme « révolutionnaire » consiste donc à « préparer » les heureux temps d'harmonie, où l'Humanité sera constituée, où la guerre n'aura plus raison d'être, — et à tenir sa poudre bien sèche. « Ainsi conçue, termine naïvement l'auteur, la pensée pacifiste marche à une inévitable victoire. » Certes !

Les Allemands ont le talent de développer lourdement, l'onguement des truismes, de les obscurcir assez pour leur donner l'aspect de la profondeur, — et ainsi de découvrir l'Amérique tous les jours. Et leur truc réussit, puisqu'ils trouvent de bons Français pour traduire consciencieusement leur indigeste littérature.

Relisons *la Guerre et la Paix* de Proudhon.

Petit précis de la vie de Jeanne d'Arc, par MAURICE BEAUCHAMP, 0 fr. 50 (Association Catholique de la Jeunesse française, 76, rue des Saints-Pères). — Cet excellent petit précis de la vie de « l'incomparable héroïne qui se dévoua si précieusement à l'indépendance française », comme l'a dit A. Comte, est précédé d'une bonne réponse aux imbéciles contempteurs de Jeanne d'Arc.

André de La Vigne, orateur et poète, par E.-L. de KERDANIEL, 1 fr. (Daragon, éd., 96, rue Blanche). — De La Vigne est un grimaud qui vivait il y a quatre siècles, et qui n'intéresse plus que les collectionneurs de livres rares. « Il nous apparaît, avant tout, conclut l'auteur, comme un de ces poètes de Cour que les monarques aimaient à retenir auprès d'eux, pour faire une escorte brillante à leur vie fastueuse, et, plus tard, à leur nom dans l'Histoire. L'indépendance et la hauteur de vue ne sont pas, certes, ses qualités maîtresses; nous avons vu qu'il tendait volontiers la main. On trouve, dans beaucoup de ses pièces, comme dans toutes celles de la même époque, un mélange de termes mystiques et d'expressions triviales, amalgames qui semblent aujourd'hui ridicules, mais qui convenaient à la naïveté de nos aïeux, occupés tout à la fois de la Bible, de la Mythologie et de l'Amour. »

La Médecine mentale dans les œuvres de Georges Courteline, par le docteur J. LAFONT (H. Jouve, éd., 15, rue

Racine). — L'auteur a relevé, dans l'œuvre de Courteline, « douze cas d'affections mentales assez complètes pour faire l'objet d'une étude spéciale ». On y trouve la paralysie générale, la démence précoce, la démence sénile, les persécutés-persécuteurs, la neurasthénie (état mental), l'ivresse alcoolique. « Évidemment, nous dit le docteur Lafont, il ne faut pas s'attendre à rencontrer chez cet humoriste les éléments d'un traité de pathologie mentale, le roman, la nouvelle et le théâtre présentant des exigences particulières et difficilement compatibles avec une étude strictement médicale. Les observations sont forcément incomplètes et les symptômes somatiques à peine indiqués ou même laissés dans l'ombre ; mais les troubles psychiques, l'affaiblissement de l'intelligence, la perte de la mémoire, l'abolition de la volonté, l'apparition des idées délirantes sont décrits avec une grande précision et un souci extrême de la vérité. »

Ainsi, nous voyons que le talent de Courteline — qu'on n'apprécie pas toujours comme il conviendrait — est fait de vérités scrupuleusement observées. Son plus grand mérite, nous dit bien le docteur Lafont, « au point de vue médical, est d'avoir rendu ses personnages comiques sans les agrandir ni les déformer ; en mettant simplement en relief l'insociabilité, l'automatisme et l'absurdité qui caractérisent les aliénés et les déséquilibrés ». C'est aussi, avec l'emploi sûr d'une langue simple, précise et claire, son grand mérite littéraire.

Auteur gai, si l'on veut ; mais d'une autre espèce que les fantaisistes à calembours du boulevard. Molière aussi était un auteur gai.

G. DEHERME.

Nous avons reçu :

Four l'âme errante, par JEAN MOREL (Édition du *Divan*)
— Des beaux vers ; mais qui ne sont que des phrases harmonieuses. Une splendide parure pour du néant. On aime mieux les loques qui empêchent de se glacer le misérable cœur d'un gueux.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

26-8-09. — Tours, Imprimerie E. ARRAULT et C^{ie}.

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

ÉMILE BAUMANN

L'Immolé, roman, 3^e édition. Vol. in-18 **3.50**

LÉON LAFAGE

La Chèvre de Pescadoire, 3^e édition. Vol. in-18 . . . **3.50**

JEAN GIRAUDOUX

Provinciales, Vol. in-18. **3.50**

GILBERT DE VOISINS

Les Moments perdus de John Shag, Vol. in-18. . **3.50**

MAURICE MAGRE

Conseils à un jeune homme, Vol. in-18 **2 »**

DIDIER DE ROULX

Roosje, roman. Vol. in-18 **3.50**

J-H. RETINGER

Le Conte fantastique dans le romantisme français.

Vol. in-18. **2 »**

J. GRASSET

PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE A L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

La Responsabilité des Criminels, Vol. in-18. . . **3.50**

GEORGES DEHERME

La Démocratie vivante, Vol. grand in-8° **4.50**

HENRI MAZEL

Pour causer de tout, Vol. in-18 **3.50**

Auguste Comte et son œuvre

LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,
Prix : 2 fr. 50

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS

I. Sa vie. Ses écrits. — II. Ses disciples. — III. Quelques appréciations. — IV. L'homme. — V. Pour les femmes et les prolétaires. — VI. Sur les lettrés et les bourgeois. — VII. La philosophie positive. — VIII. La sociologie positive. — IX. La politique positive. — X. Le pouvoir spirituel. — XI. La religion positive. — XII. Les utopies positives. — XIII. La morale. — XIV. Conclusion.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

*Ouvrage couronné par l'Académie française
et par la Société antiesclavagiste de France*

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco* : 6 fr. 60)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages Prix : 4 fr. 50 (*franco* : 5 fr.)

BERNARD GRASSET, Éditeurs, 7, rue Corneille, PARIS